

Notre dossier

La victoire du NON lors du référendum le 29 mai mérite une analyse approfondie sur les raisons de ce résultat et des modifications intervenues depuis le référendum de Maastricht.

Avec Jean-Yves MARTIN nous affinons les données de cette nouvelle situation politique.

p 3

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 791

15 SEPTEMBRE 2005

prix : 0,40 €



FIERS D'ÊTRE À GAUCHE

PCF
Parti communiste français

■ Nous voulons avec de ce numéro de rentrée des « Nouvelles », approfondir les questions politiques qui dominent l'actualité. Chaque force politique se positionne, parle d'avenir.

Mais l'essentiel demeure dans les contenus politiques. Que pensent le Parti Communiste et ses militants : 8 pages pour ouvrir le débat.

■ L'APRÈS RÉFÉRENDUM

En juin, le Conseil national du PCF analyse la situation dans notre pays. Commentaires et analyses

P 5

■ ILS ET ELLES DONNENT LEUR AVIS

Sur les grandes questions d'actualité, sept militants communistes, nous donnent leurs appréciations.

P 6 & 7

■ ET MAINTENANT ?

De nombreuses actions à l'initiative des communistes, vont rythmer l'actualité. Faisons le point ensemble.

P 8

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www
www **www.pcf-44.com** com
www
www
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com

L'actualité politique...

EN BREF

LES 100 JOURS

Ca y est, cela fait " déjà " 100 jours que le fils spirituel de Jacques CHIRAC est installé à Matignon. Et quoi de neuf me direz-vous ? La continuité : on privatise, on privatise, on précarise, on précarise, on sanctionne, on sanctionne, on vide les caisses, et gratte les fonds de tiroir, on fait des cadeaux et encore des cadeaux aux riches... Tout va bien, la mission est sur la bonne voie....

ET PENDANT CE TEMPS LÀ

Le Parti Socialiste tient son université d'été non loin du lieu de retraite de l'ancien premier ministre. La déchirure annoncée par ROCARD et KOUCHNER n'a pas eu lieu mais les désaccords politiques internes sont toujours aussi forts. François HOLLANDE parle de l'échec politique de la droite mais n'aborde pas la question des perspectives politiques nécessaires à une alternative. Au contraire, il insiste sur une alternance politique et limite ses visées à un seul changement de têtes à la direction du pays.

INFLATION VERTE

Les Verts tiennent également leurs journées d'été. Fortement divisés lors du référendum constitutionnel, ils tentent difficilement de resserrer les rangs avant de nouvelles joutes annoncées à l'occasion des futures échéances électorales. En effet, si ces journées n'ont pas fait l'objet de longues réflexions politiques sur les conditions d'un véritable changement politique (c'est décidément la loi de la gauche non communiste), le flot de candidatures à la candidature pour l'élection présidentielle est l'essentiel de l'ordre du jour.

QUERELLE RÉFORMISTE

François BAYROU prend de plus en plus de distance envers le Baron Gilles DE ROBIEN seul ministre issu de l'UDF au sein du gouvernement. Il est vrai que "l'opposition" du président de l'UDF à la nouvelle privatisation des autoroutes, complique les rapports entre les deux hommes. Mais le vrai problème se résume peut-être au rapprochement que BAYROU aimerait faire avec KOUCHNER et d'autres socialistes en vue de nouvelles alliances pour demain.

GESTICULATIONS TROSKISTES

Université également pour la LCR qui cherche sa voie entre ses alliances d'hier avec la secte de Arlette LAGUILLE et un "prolongement politique électoral" au front du "NON". Un chemin qui s'annonce difficile, semble-t-il, après les échecs électoraux cuisants aux élections régionales et européennes lors desquels les amis du "facteur de Neuilly" ont perdu tous leurs élus.

PROVOCATIONS NO

Rentrée également pour Jean Marie LE PEN égal à lui-même dans la provocation et l'insulte. Comment ne pas avoir envie de vomir devant les propos tenus lors de cette rentrée où l'on parlait de "sida mental" et autres. Qualificatifs employés à propos de tous ceux qui sont dans notre pays, différents du chef d'extrême droite, c'est-à-dire heureusement une très grande majorité de Français.

Point de vue

par Michel Rica



La nécessité de poser le débat en terme de perspective politique pour un réel changement de politique, passe évidemment par une analyse en profondeur des résultats du référendum du 29 mai.

Depuis cette date, les partis politiques qui prônaient le OUI, avec le soutien de la quasi-totalité de la presse et les porteurs de l'idéologie libérale, ont fait délibérément le choix d'ignorer le verdict populaire et le message dont était porteur le NON.

Il est donc nécessaire et urgent tant au plan politique que social de revenir sur ces résultats et de porter le débat pour que ceux-ci soient réellement pris en compte. Mais pour tous, il va être difficile d'ignorer que ce vote était porteur du rejet du libéralisme, qu'il était fait d'attente, d'exigence sociale, de démocratie. Dans cette campagne, nous avons beaucoup travaillé, pour conjuguer activité pour le NON et construction d'un

rassemblement populaire majoritaire.

Le Parti Communiste va devoir jouer un rôle très important dans la prochaine période ; sa présence dans les luttes, l'activité pour porter la riposte à la politique actuelle, pour proposer, débattre et construire à gauche, va être déterminante.

Et c'est maintenant qu'il faut riposter à l'offensive réactionnaire engagée par DE VILLEPIN, SARKOZY et CHIRAC, sans attendre 2007 comme certains le proposent. D'ailleurs, le mouvement social ne s'est pas trompé puisque même au plus fort de l'été, dans notre département

comme ailleurs, la politique de casse du pouvoir et du MEDEF, s'est heurtée aux résistances populaires.

Les Communistes sont de cette résistance, et nous allons tout faire pour que les luttes prennent une nouvelle ampleur à la rentrée.

Mais nous allons aussi travailler, à organiser dans le maximum d'en-

droits, des débats, des rencontres, des forums pour débattre de propositions et agir pour que l'espoir du 29 mai trouve son prolongement dans la construction d'une véritable alternative.

« La perspective se construit maintenant »

Logement : le résultat d'une politique.

Les différents incendies meurtriers d'immeubles vétustes à Paris, mettent sur le devant de la scène, l'échec de la politique menée sur les questions de logement y compris les dernières annonces formulées par Jean-Louis BORLOO dans son plan. La spéculation immobilière effrénée, les hausses des loyers, l'abandon une véritable politique axée sur la réponse aux demandes, sont parmi les principales raisons de cette situation. Pourtant, comme nous le formu-

lions dans notre récent dossier des "Nouvelles" consacré à ce sujet, des solutions existent.

La relance massive de la construction est indispensable au même titre que la réquisition des logements vides. Il faut éradiquer l'insalubrité dans les villes sans pour cela, comme l'annonce SARKOZY, tout démolir. La question du relogement des familles victimes de cette politique doit être une priorité en posant la question de l'endroit de ce relogement et des tarifs de celui-ci pour ces familles modestes et souvent immigrées. Toute solution durable passera par une politique nationale du logement et les crédits nécessaires à celle-ci.

Pétrole : les pompes de la colère

Le prix du baril de pétrole ne cesse de grimper, plus de 20% d'augmentation pour le consommateur, plus de 70\$, peut-être 100 demain. Ce sont les ménages, les plus défavorisés qui vont une nouvelle fois trinquer, le pouvoir d'achat des familles est de plus en plus en difficulté, comment vont se chauffer demain, nombre de foyers ? Si le gouvernement joue l'optimisme, tous les indicateurs sont dans le rouge. Plutôt que de poser les vraies questions, celles de savoir à qui profite la situation pour envisager les mesures adéquates, nos dirigeants laissent faire, argumentant qu'ils n'y sont pour rien, qu'ils ne peuvent peser sur les raisons de

ces hausses.

Pourtant, il faudra bien que des solutions soient trouvées concernant les compagnies pétrolières qui gonflent sans retenues leurs profits à l'exemple des milliards annoncées par Total et par rapport aux caisses de l'état qui se remplissent par les taxes issues de cette inflation.

Savez vous par exemple que ce dernier, en plus des taxes exorbitantes sur les produits pétroliers qu'il perçoit, applique une TVA à 19,6% sur ces mêmes taxes et fait de ce fait coup double.

Si le gouvernement belge décide et peut verser 75€ à chaque foyer en contrepartie des taxes supplémentaires perçues, exigeons comme stipule la pétition proposer par les Communistes, l'abaissement des prix du carburant par la diminution des taxes, l'instauration d'un prix plafond et la taxation des profits pétroliers.

De vous à moi...

La "logique" de la droite est vraiment terrible à l'image de ce que vient de nous proposer le ministre des transports au sujet de l'envolée des prix du baril de pétrole.

N'attendez pas de son propos qu'il parle des énormes profits qu'engrangent en cette période les compagnies pétrolières et des prélèvements qui pourraient être opérés sur ces fabuleux profits.

N'attendez pas plus qu'il vous laisse croire que la manne d'argent supplémentaire due cette hausse que l'état récolte, va être redistribuée aux Français et particulièrement aux plus défavorisés.

Non, notre cher ministre propose que la vitesse sur autoroute soit passée à 115 Km/h... pour économiser le pétrole dit-il, et peut-être (argument inavoué) pour rentabiliser un peu plus encore les radars de SARKOZY.

Mais cette idée sur le fond n'est pas en soit nouvelle car, souvenons nous, il n'y a pas si longtemps, sous prétexte du déficit chronique de la sécurité sociale, on appelait les Français à moins dépenser pour se soigner.

Attention, cette logique est extrêmement dangereuse car, en la poursuivant, on pourrait bien demain, dire qu'il y a en France par exemple, beaucoup trop de retraités et prendre les mesures qui s'imposent pour "régulariser" les choses...

Y.C.

29 mai 2005 : les territoires du NON en Loire Atlantique

Il faut revenir sur le scrutin référendaire du 29 mai dernier, qui a vu l'échec du Projet constitutionnel européen. C'est un enjeu politique majeur que de mieux saisir exactement ce qui s'est passé. Nous avons demandé à notre camarade Jean-Yves Martin, membre

du Comité départemental, qui est géographe, de se pencher sur les résultats dans le département. A l'aide de cartes inédites, il avance de premières analyses en répondant à nos questions et suggère des pistes pour les approfondir à l'échelle locale.

NLA - Pourquoi revenir sur ces résultats ? Tout n'a-t-il pas été dit ?

J-Y Martin : Non. Jamais résultat n'a fait aussi peu l'objet d'analyse. Après quelques cartes rudimentaires dans la presse, le silence est, depuis, total.

Ce n'est pas l'effet du hasard. Il faut laisser régner l'idée simplette - qu'on avait tenté d'imposer, en vain, après Maastricht, en 1992 - que les villes, intelligentes et branchées, avaient voté pro-Europe, avec le oui. Alors que les campagnes, avaient voté non, par un aveuglement anti-européen indéfectible. En son temps, E. Todd avait pourtant fait justice de cette interprétation, en lançant à cette occasion le thème de la "fracture sociale", exprimée dans ce vote de 1992, et qu'avait repris, mais à sa manière, Chirac en 1995.

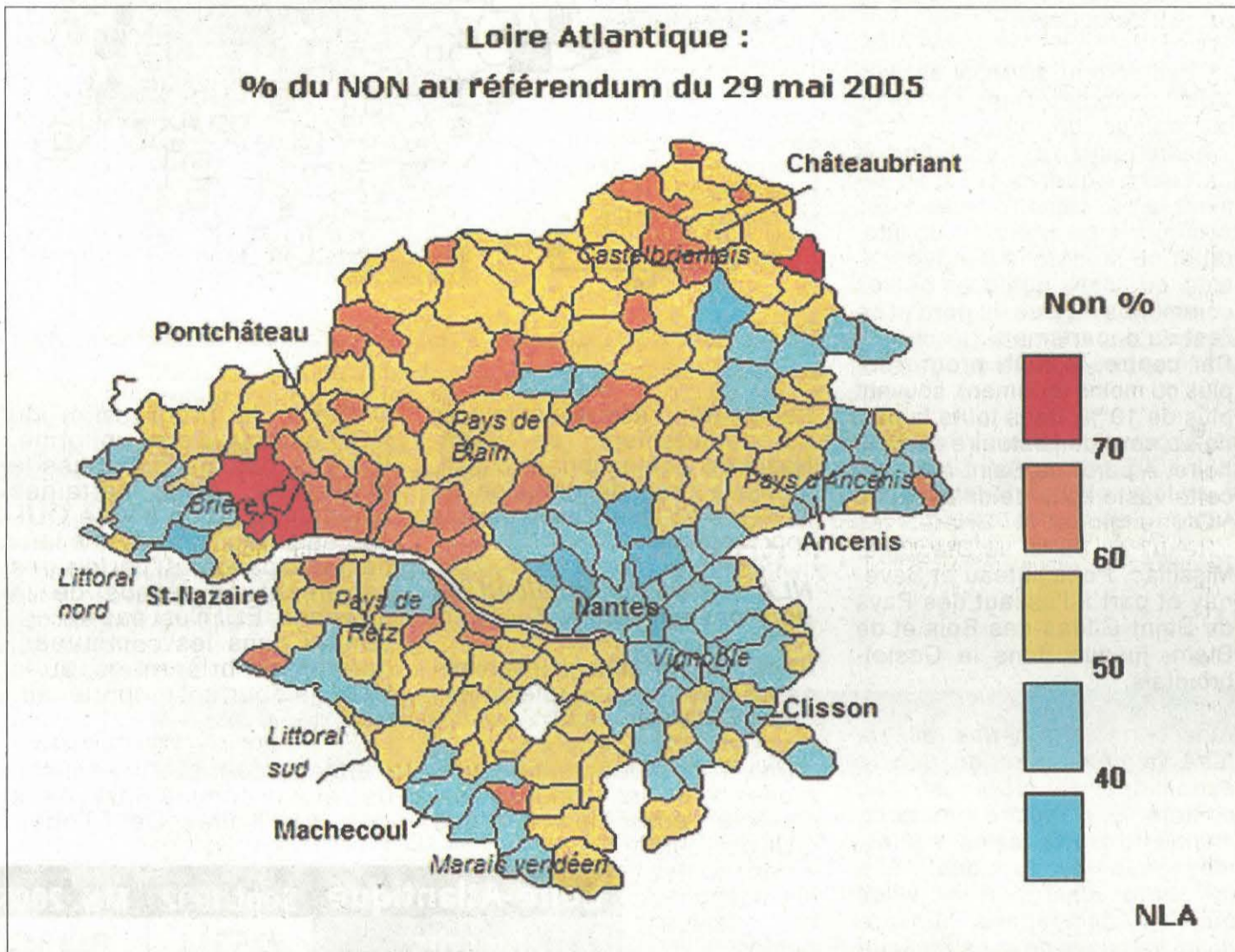
C'est pourquoi il est aujourd'hui crucial de revenir sur ce qui s'est vraiment passé le 29 mai dernier : pour ne pas laisser le champ libre à cette caricature du succès du non, qu'affectionnent pourtant - et on comprend bien pourquoi - tous les ex-tenants dépités du oui.

NLA - Quelles sont les grandes tendances de ce vote en Loire Atlantique.

JY-M : Le tableau et les cartes de ce dossier montrent qu'elles sont plus complexes et diversifiées qu'on voudrait donc bien le laisser croire.

Certes, il y a une poussée du non dans le département. Mais elle est cependant insuffisante pour le faire basculer dans le camp du non (Tableau).

Le poids électoral de l'agglomération de Nantes, qui reste plutôt acquise au oui, permet de l'éviter. S'y ajoutent les communes côtières, dont le poids est loin d'être négligeable avec la littoralisation, ainsi que celles du vignoble, et des marges Est et Sud du département (Carte n°1).



CARTE 1 : Les territoires du OUI et du NON

Cette carte indique, simplement, le % de suffrages obtenus par le NON au scrutin du 29 mai 2005, dans chacune des 221 communes du département de Loire-Atlantique. Le Non est majoritaire dans les 150 communes qui apparaissent dans les couleurs de nuance jaune à rouge. Il est minoritaire dans les 71 communes qui apparaissent en bleu plus ou moins foncé.

A première vue, les villes et leurs agglomérations votent plutôt oui, alors que les "campagnes" - en fait les espaces périurbains et ruraux - votent non. Mais, dans le détail, on voit que c'est un peu plus compliqué.

L'aire urbaine nantaise vote largement oui, mais plus nettement dans sa partie nord, avec 4 communes à plus de 60 % : Sautron (67,1 %), Orvault (63,1 %), Carquefou (60,6 %) et Sucé/Erdre (61,7 %). Au sud-est de l'agglomération, le oui

l'emporte également, notamment à Basse-Goulaine (62 %) et Saint-Sébastien (55,6 %), ainsi qu'à Vertou (58,3 %) et dans une bonne douzaine de communes du vignoble, dont Vallet (54,6 %), jusqu'à Clisson (56,3 %). Mais dans la partie sud-ouest de la CUN (Communauté Urbaine de Nantes), certaines communes se prononcent cependant pour le non, comme Rezé (51,5 %), Bouguenais (58,7 %), ou les Sorinières (50,6 %). Dans le pays d'Ancenis, le oui l'emporte partout, sauf à Montrelais (39 %).

Le littoral nord se prononce également pour le oui, surtout La Baule (63,5 %) et ses communes voisines, de Pornichet (58,5 %), du Pouliguen (57,9 %) et du Croisic (51 %). C'est également vrai du littoral sud, avec Pornic (55,5 %), et d'un groupe de 5 communes autour de Machecoul (52,9 %), dans la marge vendéenne.

A l'inverse, La Brière se distingue nettement comme haut lieu départemental du non, avec 4 communes à plus de 70 % : Trignac (73,16 %), Saint-Joachim (71,38 %), Saint-Malo de Guersac (70,74 %) et Montoir (71,17 %). Mais s'y ajoutent une dizaine de communes du Nord-estuaire, à plus de 60 % de Sainte-Reine (69,5 %) jusqu'à Cordemais (61,7 %), en passant par Donges (67,6 %), la Chapelle-Launay (60,1 %), Lavau/Loire (60,8 %) et Bouée (63,1 %). Ainsi qu'au sud, 4 autres communes du Pays de Retz, Corsept (64,4 %), Le Pellerin (61,5 %), Cheix en Retz (60,9 %) et Vue (65 %).

Dans le Castelbriantais, le non l'emporte partout - à l'exception de Moisdon-la-Rivière (60 % de oui) - mais moins nettement à Châteaubriant (52,4 %) que dans les communes voisines, comme Louisfert (62,5 %), et parfois plus largement encore, comme à Juigné (74,2 %).

La dynamique du NON

Cette carte est plus sophistiquée que la précédente. Les carrés y sont proportionnels aux exprimés de 2005 dans chaque commune, et leur couleur traduit l'évolution des NON, de 1992 à 2005, pour chacune d'elle.

Elle permet de mieux comprendre pourquoi, même si le NON l'emporte dans beaucoup de petites et moyennes communes, le poids électoral de l'agglomération nantaise pèse très lourd dans le résultat départemental. Bien que le NON ait aussi progressé dans la plupart des communes de cette agglomération, surtout dans sa partie au sud de la Loire.

La dynamique du NON est loin d'être uniforme. Dans certaines communes du nord de l'aire urbaine nantaise, c'est même le OUI qui progresse. C'est également le cas dans la plupart des communes du vignoble, du littoral et de la marche vendéenne, ainsi que dans quelques petites communes isolées du nord et de l'est du département.

Par contre, le NON progresse, plus ou moins fortement, souvent plus de 10 %, dans toute la partie au nord de l'estuaire et de la Loire. A partir de Saint-Nazaire, cette vaste zone de diffusion du NON englobe la Brière, les coteaux du Sillon de Bretagne, Missillac, Pontchâteau et Savenay et part à l'assaut des Pays de Saint-Gildas-des-Bois et de Blain, jusque dans le Castelbriantais.

Ainsi cette carte permet-elle de faire la démonstration que la dynamique du NON est très diverse. Elle touche des communes de toutes tailles, petites, moyennes et grandes. Elle concerne aussi bien les villes que les "campagnes". Encore qu'ici, force est de constater que sa progression est pour l'essentiel marquée dans l'aire d'expansion périurbaine, à distance moyenne des deux pôles métropolitains de Nantes et Saint-Nazaire, plus que dans le "rural profond", pour ce qu'il en reste au nord du département.

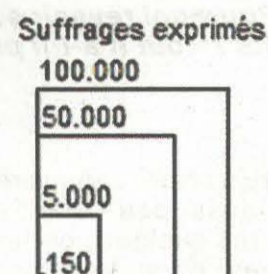
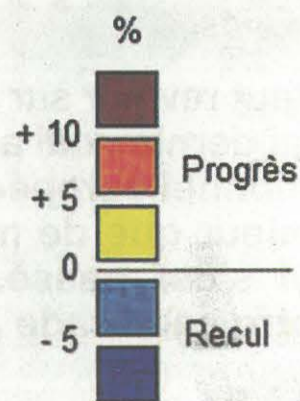
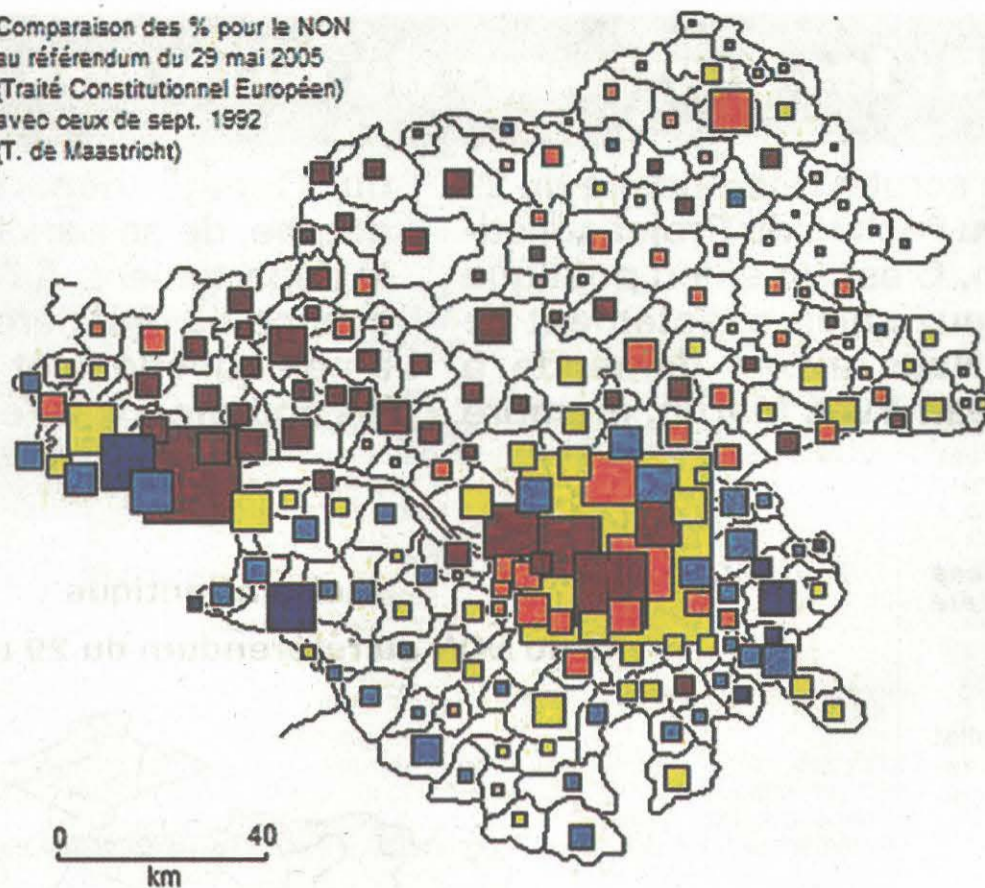
Note technique

Le tableau et les cartes ont été élaborées à partir des données électorales départementales et commune par commune, consultables sur le site du Ministère de l'intérieur.

Les cartes ont été réalisées en CAO (Cartographie assistée par ordinateur) grâce au logiciel Microgéo V. 5.6, de l'Université de Reims). Faute de place une autre partie du dossier cartographie sera mise en ligne sur le site départemental de la Fédération www.pcf-44.com

Carte 2 : La dynamique du NON

Comparaison des % pour le NON au référendum du 29 mai 2005 (Traité Constitutionnel Européen) avec ceux de sept. 1992 (T. de Maastricht)



NLA

Par contre, presque tout le nord du département, de Saint-Nazaire à Châteaubriant, constitue une zone de diffusion du NON, avec des gains parfois spectaculaires (Carte n°2).

NLA - Quelles explications pour ces tendances ?

JY-M : On voit déjà qu'une explication s'en tenant à une simple opposition urbain/rural dépassée ne peut suffire. Il ne s'agit pas d'une fronde des petites communes contre les grandes villes. On vote - aussi bien NON que OUI, d'ailleurs - dans toutes les catégories de tailles : petites, moyennes et grandes. Par contre, un facteur déterminant est celui de la richesse des communes : à

part quelques exceptions rarissimes, plus elles sont riches, plus elles votent OUI, et inversement. Par exemple - pour prendre un critère simple - toutes les communes dont le % de foyers imposables dépasse les 50 % votent OUI. Alors, que toutes celles où il est en dessous de la moitié votent NON. Impossible, dans ces conditions, d'ignorer tout ce que ce vote exprime de souffrance sociale, et de rejet des politiques néolibérales. C'est bien un vote de sanction populaire.

NLA - N'y a-t-il pas quelques enseignements à en tirer ?

JY-M : Il ne peut s'agir que d'interprétations, soumises au débat.

D'abord, la progression du NON est loin d'être uniforme. Il n'y a pas eu de poussée homogène. Dans certaines communes où on a voté OUI, petites ou plus grandes, le taux de participation est parfois très nettement au-dessus de la moyenne. Et il n'est pas exceptionnel dans les communes, notamment brièronnes, où le NON l'a pourtant emporté, au-delà de 70 %.

L'engagement public explicite des élus a compté, mais dans certaines limites. Car " l'effet-

NLA - Que veux-tu dire par là ?

JY-M : Si l'on compare le niveau de participation, on observe donc qu'il n'y a pas un rapport univoque entre taux de participation et le vote OUI ou NON. Le degré d'engagement militant compte visiblement pour beaucoup. Non seulement dans les grandes communes, mais jusque dans les plus petites. Dans ces dernières, certains résultats très tranchés, plus de 70 % pour le OUI ou le NON, indiquent l'effet d'un réseau de débat, familial et/ou de proximité, qui peut faire nettement pencher la balance dans un sens ou dans l'autre. Dans les communes plus importantes, nul doute que la visibilité et le dynamisme de la campagne

publique pour le NON, des organisations et associations, a été décisive pour construire cette dynamique du NON. Certains taux de participation moyens, montrent qu'une campagne active a, non seulement pour effet de conduire à voter NON, mais dissuade également certains votants potentiels en faveur du OUI d'aller le faire.

Le vote NON est donc bien un vote conscient et décidé, qui s'est construit en se territorialisant par les pratiques militantes, là où il y en a eu. Il appelle à d'autres prolongements. Et son analyse doit être davantage poussée à l'échelle locale, dans les cantons et les communes, jusqu'au niveau des bureaux de votes.

Loire-Atlantique	Sept. 1992	Mai. 2005	Différentiel
Inscrits	725314	844344	+ 119030
% Abstentions	29.19	27.23	- 1.96
Exprimés	495740	596849	+ 101109
% NON	43.18	48.88	+ 5,7
% OUI	56.82	51.12	- 5,7

maire "a joué dans les deux sens. Pour le OUI à Nantes (J.M. Ayrault), mais plus souvent pour le NON, à Saint-Nazaire (J. Batteux), Rezé (J. Floch), et Trignac (J-L. Le Corre). Par contre, là où l'engagement en faveur du OUI a été plus " mou" ou muet, il y a certains revers : Couëron (J-L. Fougerat) et Savenay (J-C. Le Gall). Notons d'ailleurs que la zone de diffusion du NON correspond pour une large part, au territoire du SCOT métropolitain.

Les fondamentaux du vote, n'empêchent donc pas des dynamiques moins "déterministes", pourtant capables de faire bouger les lignes dans des sens imprévus.

Nos propositions en débat...

PRENONS NOTE...

9 PROPOSITIONS DES COMMUNISTES

1) POUR ERADICHER LE CHOMAGE : Les Communistes proposent la mise en place d'un système, de même ampleur que celui de la Sécurité sociale pour la santé, qui permette d'assurer à chacun-e un emploi ou une formation pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une garantie de bons revenus et de droits.



2) POUR VALORISER LE TRAVAIL : La politique doit agir sur l'économie pour la mettre au service de la satisfaction des besoins de nos concitoyens. Les Communistes réclament une hausse du pouvoir d'achat (salaires, retraites et minima sociaux), une meilleure reconnaissance des qualifications et le développement de l'emploi via une nouvelle croissance et le contrôle de l'utilisation des fonds publics par les entreprises.

3) POUR UNE EFFICACITE SOCIALE DES ENTREPRISES : Face à un patronat quasiment de "droit divin", les communistes proposent la promotion de nouveaux pouvoirs et de nouveaux droits pour les salarié(e)s.

4) POUR UNE SOCIETE D'EGALITE ET DE SOLIDARITE : Les Communistes se prononcent pour l'élargissement du champ des services publics et leur démocratisation afin de garantir un égal accès à tous aux droits fondamentaux que sont notamment la santé, l'éducation, le logement, l'énergie, la culture, l'information, l'accès à un environnement de qualité.

5) POUR FINANCER LA REPONSE AUX BESOINS SOCIAUX : Les Communistes proposent le contrôle, par les salariés et citoyens, des fonds publics attribués aux entreprises, un nouveau crédit bancaire favorisant les investissements créateurs d'emplois et pénalisant les placements financiers et spéculatifs, la création de fonds régionaux et un fond national pour l'emploi et la formation, un pôle public financier.

6) POUR VIVRE ENSEMBLE : Les Communistes se battent pour une égalité réelle entre tous les citoyens. A ce titre, ils luttent contre toutes les formes de discriminations.

7) POUR DONNER DE VRAIS POUVOIRS AUX CITOYENS : Les Communistes se prononcent pour une VIème République moderne et démocratique, fondée sur le développement de la démocratie participative et la primauté des assemblées élues sur les exécutifs.

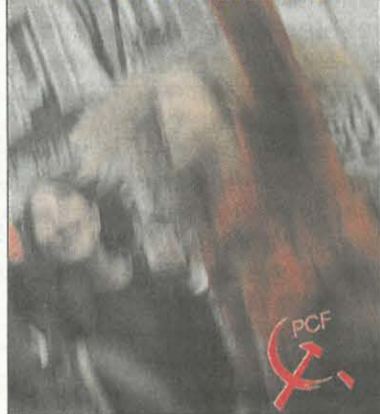
8) POUR CHANGER L'EUROPE : Les Communistes proposent une réorientation de l'Union Européenne. Ils entendent promouvoir une Europe sociale et démocratique, qui agisse, sur la scène internationale, en faveur d'une mondialisation solidaire.



9) POUR UN MONDE SOLIDAIRE ET DE PAIX : Les Communistes font de l'éradication de la pauvreté dans le monde, un de leurs combats majeurs. Ils proposent l'annulation de la dette des pays pauvres, le doublement de l'aide publique au développement, la taxation des mouvements spéculatifs, le partage des connaissances avec les pays du Sud et la fin du pillage des matières premières de ces pays.

Après le 29 mai, se hisser à la hauteur des défis

pour une autre politique : des propositions à débattre



Aux lendemains du référendum, un certain nombre de commentateurs soulignaient le retour du PCF au premier plan de la vie politique. Une analyse que n'a pas manqué de faire le Conseil national du Parti lors de sa réunion du 10 juin dernier. Pour les dirigeants communistes, le sens du vote du 29 mai est clair, malgré les tentatives d'interprétation que les tenants du "OUI" ont essayé d'en faire : ce vote exprime le rejet des politiques libérales menées en Europe et en France. C'est un vote de résistance, un vote porteur d'une exigence démocratique.

Le débat au sein de la direction du PCF fait certes apparaître des nuances, mais une appréciation commune des raisons du succès se dégage. La bataille s'est menée sur le contenu de la constitution et les Communistes ont largement contribué à faire porter le cœur de la critique à un niveau élevé : le contenu libéral du traité constitutionnel. Enfin, ils ont mis toutes

leurs forces au service d'un rassemblement très large. Une raison essentielle pour le PCF de se hisser à la hauteur des défis.

Ainsi, face à un pouvoir dangereux qui continue à gouverner contre le peuple, les Communistes décidaient d'engager la contre-offensive d'une part, en lançant une pétition pour exiger le respect du vote populaire et d'autre part en accélérant et en approfondissant le débat politique à gauche. "La seule façon de répondre aux attentes de notre peuple, indiquait Bernard BIRSINGER dans son intervention au CN, est que la gauche, toute la gauche se rassemble, dans un débat exigeant et sans tabous, pour construire ensemble l'alternative politique nécessaire". La direction du PCF se fixait donc lors de ce CN du 10 juin "l'objectif de forger à gauche une union populaire pour changer la vie et à cette fin de travailler à la co-élaboration populaire d'un véritable programme politique de transformation sociale". Des objectifs que Marie-George BUFFET a rappelé le 26 août lors d'un discours de rentrée à Marseille, appelant les Françaises et les Français à "garder la parole, à (se) saisir du débat politique", débat devant créer les conditions du rassemblement d'une gauche qu'elle qualifie de "durable parce qu'elle répondra aux attentes et sera portée par un élan populaire".

Le Conseil national a enfin, convoqué un congrès du PCF du 23 au 26 mars 2006 avec à son ordre du jour "la réforme des statuts, la définition de nos orientations politiques et la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle".

YV

L'utilité du Parti Communiste Français

Le rassemblement politique à construire pour battre la politique de droite et le MEDEF et engager un processus de transformations sociales, de progrès économique, de droits nouveaux et culturels pour tous, doit être la question primordiale au cœur des initiatives, des luttes, mais aussi des échéances électorales à venir.

Le Parti communiste a l'ambition de jouer un rôle dans les réponses qui vont se construire, et le résultat du Référendum nous montre que les réponses ne sont pas écrites et personne ne peut prétendre les écrire seul.

C'est donc par la volonté politique, par son positionnement du local à l'Europe, par des pratiques militantes concrètes que le rôle et l'apport du Parti sera perçu, apprécié, partagé.

Préciser, faire vivre cette ambition politique, la construire, la co-construire, par des pratiques citoyennes, voilà l'urgence.

Bien sûr, et ce journal en est l'illustration, les communistes

ont commencé à analyser et à prendre en compte le référendum, mais nous avons la responsabilité de revenir sur les derniers scrutins, ceux de la Présidentielle de 2002 et ceux des Régionales de 2004, et les mettre en rapport avec les événements sociaux, politiques qui ont suivi.

Nous avons besoin de travailler, de militer, de construire luttes et actions à partir de toutes les questions qui se posent à la société française d'aujourd'hui, mais nous ne pouvons faire l'impasse sur les lieux de travail et les quartiers populaires, où reconnaissons-le l'activité communiste a beaucoup faibli. Nous avons besoin de prolonger, d'amplifier ou de réinvestir l'activité vers celles et ceux qui sont les plus frappés par les politiques libérales et qui subissent au plus profond de leur vie de salarié, de femme, d'homme, de parent, les ravages du capitalisme.

Mais dans le même temps, nous devons aussi participer de cette espérance, de ces constructions, dans lesquelles

s'inscrivent beaucoup d'hommes et de femmes, citoyens engagés, militant conscients de l'utilité et de la nécessité de construire des réponses unitaires face à cette société toujours plus injuste. Et si les réponses à apporter sont politiques prenons en compte que nous sommes dans une crise politique très profonde et qui perdure depuis des années.

Les choix stratégiques que vont faire les communistes dans les prochains mois seront très importants, pour que la gauche retrouve son sens. Les hommes et les femmes de gauche n'attendent certainement pas qu'on leur propose de choisir entre une alternance faible et une opposition pure et dure qui regarde de loin les "partis de gouvernement". Ces deux facettes ont mené la gauche à l'échec.

C'est par le débat, la confrontation, la construction de rassemblement avec l'ensemble des forces de gauche sans exclusive que nous pourrons constituer une véritable alternative politique et d'engager de véritables changements dans notre pays.

Les invités des Nouvelles...

Catherine ROUGE - Saint-Nazaire

On a beaucoup écrit sur la crise de la politique, pour Catherine ROUGE, responsable communiste à Saint-Nazaire, les choses sont plus complexes :

NLA : Depuis 25 ans, la gauche, toute la gauche est en échec pour mener une politique qui change réellement la vie. Du coup, on parle de la crise de la politique, du fossé qui s'élargit entre la " classe " politique et les citoyens...

Catherine ROUGE : On a l'impression que, dans ce pays, c'est l'économie (l'économie libérale) qui dicte sa loi. Les politiques, quand ils n'obéissent pas au MEDEF, courent après la mondialisation capitaliste tenant à la main un verre d'eau dans l'espoir d'éteindre l'incendie. Ce sont les travailleurs polonais des Chantiers de l'Atlantique qui mettent leurs vies en danger pour toucher leurs salaires et des élus nationaux ou locaux qui mettent quinze jours à réagir. Ce sont des entreprises

modernes comme Célestica à Guérande ou BMS à Saint-Nazaire que leurs patrons délocalisent pour faire davantage de profits sans que les responsables politiques ne réagissent, c'est l'ex PDG de Carrefour qui part à la retraite avec 39 millions d'euros d'indemnités... Avouons qu'il y a de quoi baisser les bras et tout envoyer balader !

NLA : Pourtant l'intensité du débat sur la constitution européenne a montré que les Français s'intéressent à la politique.

CR : C'est vrai, quand on leur donne la possibilité de peser réellement sur le cours des choses, les hommes, les femmes, les jeunes de ce pays discutent, débattent à l'entreprise, à la maison, lors de rencontres publiques, construisent leurs réseaux et vont jusqu'au bout de leurs idées. Je suis frappée de la vigueur de cette " démocratie de base " qui s'exprime en actes dans notre pays et à travers le monde. Contre les OGM, pour les sans droits, avec les sans terre du Brésil, dans les mouvements altermondialistes... Dans cette construction citoyenne, les partis poli-

tiques ont toute leur place. On a bien vu lors de la campagne du référendum, le rôle moteur qu'ont joué les militants communistes pour faire apprécier les enjeux du débat et permettre un large rassemblement des partisans du " NON de gauche " dans leur diversité. Et puis, il y a le nécessaire rapport des forces à construire dans toutes les assemblées. Si celles et ceux qui luttent ne sont pas élus, comment ferons nous voter, au parlement, une loi contre le travail illégal, une loi qui reconnaisse la responsabilité sociale et pécuniaire des entreprises sous traitantes, une loi qui fasse que la situation des travailleurs polonais ne se reproduise plus ?



" Une démocratie de base " s'exprime dans ce pays

Julien CHAILLOU - Rezé



La situation du chômage et du sous-emploi en France est l'une des plus grave d'Europe. Les politiques économiques et sociales des différents gouvernements, de gauche comme de droite, n'ont pas permis de renverser les courbes du chômage mais ont, par contre, aggravé la précarité du travail.

En effet, d'un côté, le gouvernement crée des contrats précaires (TUC, CES, CIE, Emploi jeune, CA, CNE...), et de l'autre, le MEDEF durcit les règles du chômage (durcissement du contrôle, diminution des durées d'indemnisation...), ainsi que les possibilités de formation qualifiante (financement de formation uniquement en relation avec les besoins du patronat sur le bassin d'emploi !).

C'est ainsi qu'à ce jour, la France compte 5 millions de personnes exclues du travail, moins de 50 %

de ces personnes sont indemnisées par le régime d'assurance chômage. L'autre moitié relevant de la solidarité nationale (RMI, ASS) sont sans droits. Pourtant, plusieurs leviers existent pour améliorer le marché du travail :

Pour aider les PME à embaucher : suppression des aides à l'embauche pour les entreprises qui distribuent des bénéfices et augmentation des aides pour les créations de CDI dans les PME.

Contre le temps partiel, les CDD ou l'intérim utilisés de façon abusive : majorations (très) importantes des cotisations patronales d'assurance chômage pour dissuader au maximum le recours à ces contrats très onéreux pour le Régime d'Assurance Chômage.

Contre les licenciements " bourgeois " ou dans le cadre de délocalisations : l'entreprise devrait supporter intégralement le coût de l'allocation chômage jusqu'au reclassement du salarié.

Il serait aussi intéressant que les Instances Représentatives du Personnel puissent être présentes lors des CA et des AG d'actionnaires afin de pouvoir être pleinement informées des projets pour l'entreprise, et non être placées devant le fait accompli, comme c'est trop souvent le cas actuellement.

Enfin, l'augmentation des salaires afin de rendre attractif les métiers où il est difficile de recruter et parce qu'aujourd'hui on peut travailler et vivre dans la misère.

"La France compte 5 millions d'exclus, c'est intolérable"

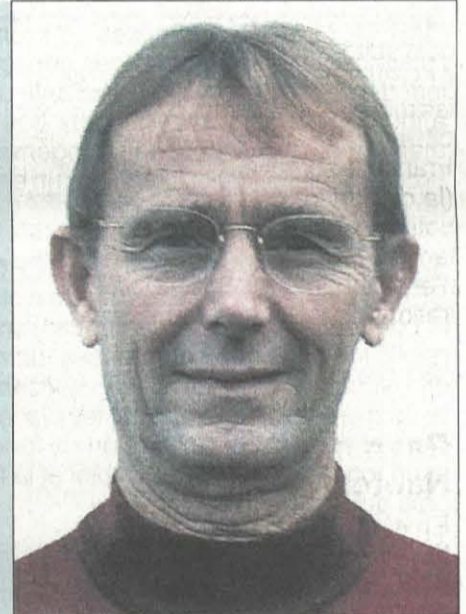
Hubert DELAHAIE Montoir sur Bretagne

Pour le Conseiller régional de Brière, il faut élargir le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui sont porteurs de propositions antilibérales.

NLA : Le " NON de gauche " a largement rassemblé, maintenant que le référendum est passé, ce rassemblement a-t-il de l'avenir ?

Hubert DELAHAIE : Ce qui m'a frappé dans la campagne, c'est d'abord que le " NON de gauche " était populaire, révolté et solidaire. C'était un NON d'espoir pour une Europe, une France sociale et plus humaine. Que ce soit dans les luttes (je pense aux ouvriers de la raffinerie de Donges qui ont gagné le paiement du Lundi de Pentecôte et des augmentations de salaires. Je revois les Lycéens d'Aristide Briand traversant Saint-Nazaire au son des tam-tams...), dans les grèves et les manifestations du printemps pour l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, dans les débats et les rassemblements (je me souviendrai longtemps des pêcheurs et des chasseurs du marais descendant les canaux en chaland jusqu'au pont de paille à Trignac où les attendaient près de trois cents personnes venues faire entendre fort le " NON briéron ")... des millions de personnes à travers le pays nous ont prouvé que l'on pouvait, dans le respect des différences, se rassembler sur des propositions antilibérales et gagner.

"Mettons nous au travail. Tous ensemble !"



NLA : Le 29 mai passé, DE VILLEPIN persiste et signe, est-il vraiment possible de continuer ?

H.D. : Voir débattre à la même tribune Olivier BESANCENOT, Jean Luc MELENCHON, José BOVE, Francine BAVAY et Marie George BUFFET... voir rassemblés dans une même salle les militants d'ATTAC, ceux de l'association Copernic, de la CGT, de la FSU... et au final constater que c'est l'engagement militant du peuple de gauche qui a construit la victoire, cela fait chaud au cœur et c'est porteur de beaucoup d'espoir pour demain. De la LCR au PS en passant par les Verts, il existe, dans le pays, une gauche antilibérale qui doit maintenant savoir se rassembler et construire avec son peuple des propositions, un projet capable de changer la vie. Retrouvons nos manches et mettons nous au travail. Tous ensemble !

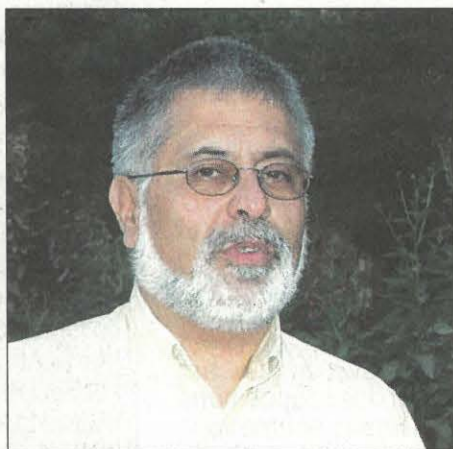
Donnent leur avis...

Michel DEJEU Saint Nazaire

Pas de politique de gauche sans de grandes entreprises et de grands services publics modernes et démocratiques, insiste Michel DEJEU, collaborateur des élus du groupe communiste à la communauté d'agglomération de la région de Saint-Nazaire :

448 articles, des dizaines de pages de texte, des annexes... et les mots "services publics" mentionnés une seule et unique fois dans le projet de constitution pour préciser qu'ils pourraient, la plupart du temps, être soumis "à la concurrence libre et non faussée" !

Que ce soit l'énergie, la santé, La Poste, les transports, l'école... les entreprises et les services publics sont apparus tout au long de la campagne comme un des sujets qui ont constitué le cœur du débat. Rien de plus normal car c'est bien la demande d'une société plus humaine, la demande d'une réorientation de l'argent vers la réponse aux besoins des gens, la construction d'une société plus solidaire qui est sortie des urnes. Et si DE VILLEPIN continue à brader les meubles et à vouloir vendre au plus offrant GDF, EDF, les Autoroutes de France... à casser les services publics (la disparition des bureaux de poste notamment en zone rurale ou le chantage à la suppression des trains Corail n'en sont que les plus récentes illustrations), à tailler à coup de serpe dans



les emplois de fonctionnaires (au nom de la lutte pour l'emploi !), c'est pour mettre en place, au pas de charge, cette société libérale que vient de rejeter le peuple.

Une urgence existe désormais, pour ne pas retomber pas dans les échecs du passé, c'est celle de construire avec notre peuple les entreprises et

les services publics que nous voulons en France et en Europe. Des entreprises et des services modernes aux compétences et au rayonnement élargis, des entre-

prises et des services démocratiques avec des usagers, des salariés, des élus qui ont leur mot à dire sur les objectifs, le financement et la gestion. Il faut un grand débat citoyen sur ces questions et que toute la gauche y participe car nous sommes là, le rassemblement de Guéret l'a bien montré, sur une des pierres angulaires d'un projet antilibéral et de transformation sociale.

Les services publics sont au cœur d'une politique de gauche

Marie Annick BENATRE Nantes

Les refus et les exigences ont été majoritaires lors de ce référendum. Ils se sont construits par le débat public mettant les citoyens individuellement et collectivement en situation de s'exprimer, d'analyser et de délibérer sur ce qui les rassemble et les divise. Cette victoire est à mettre à l'actif d'une dynamique unitaire initiée par des collectifs, associations, syndicats ou simples citoyens. Les Communistes ont été de



cette dynamique, en étant avec leur singularité, dans le rassemblement pour la victoire du "NON" et dans les collectifs pour viser l'amplification et la convergence de tous ceux qui luttent et qui aspirent à de véritables changements.

Aujourd'hui, le contenu de ce changement reste à construire. Se pose donc avec force la question d'une

majorité de changement à gauche. Les Communistes savent que la réponse ne se trouve pas dans "l'homme providentiel" aussi bon soit-il, dans un rassemblement autour de tel ou tel projet,

29 mai : la force du "Non" par le rassemblement.

mais dans le contenu des propositions alternatives durables construit, non pas au sommet, mais avec les citoyens eux-mêmes.

Ce contenu est donc à élaborer dans un processus de luttes et de débats, dans la confrontation d'idées et de projets, sans a priori et sans frontières, sans hégémonie de tel courant sur un autre. Il ne s'agit en aucun cas, de rallier des forces sans contenu, de créer des cartels d'organisation.

Le rôle de notre Parti dans cette construction est indéniable, comme elle l'a été lors de ce référendum, avec notre spécificité, participant à ce mouvement convergent, sans se penser comme une avant-garde. Nous avons fait le choix du dépassement du capitalisme ; de propositions irriguées par une conception de la transformation sociale ; d'une novation communiste, sans se replier sur lui-même, en s'ouvrant sur les autres.

Notre présence dans les différents collectifs de lutte, participe de cette construction, de cette mise en mouvement. Elle permet de conjuguer la spécificité des apports et la mise en commun des réponses à construire sur tel ou tel sujet. Elle ne doit donc pas rester dans une simple opposition, mais s'accompagner de réponses politiques appropriées. C'est là que tout reste à faire.

Raymond LANNUZEL Nantes

En cette période de rentrée, le sentiment qui m'anime est le fait que cela ne puisse plus continuer comme cela ! La droite au pouvoir n'a pas entendu le signe fort donné lors du dernier référendum !

Chacun en a assez de voir un seul critère tout régenter : le fric !

Ce sont les assureurs, qui chiffrent la catastrophe de la Nouvelle Orléans aux Etats-Unis en milliards de dollars mais ne se préoccupent pas du nombre de morts ni des dizaines de milliers de victimes qui se retrouvent sans rien. Ce sont tous

les pays, qui ont laissé se développer des compagnies aériennes incapables de respecter les règles les plus élémentaires de sécurité au détriment de la vie de leurs passagers. C'est Total, engrangeant 6,5 milliards de bénéfice pour les 6 premiers mois de 2005 mais incapable de transporter le pétrole, sinon dans des navires poubelles qui s'échouent régulièrement sur nos côtes et de rémunérer correctement ses salariés travaillant dans les stations services (900 euros par mois !). C'est la privatisation des autoroutes, décidée

"En finir avec la loi"

par le gouvernement sans consultation. Au-delà du cadeau au MEDEF et aux marchés financiers, il s'agit dans ce cas précis d'une aberration économique et à terme de la mise en danger de la sécurité des usagers du réseau autoroutier français. Dans le domaine de la santé, c'est le gouvernement qui ne donne pas les moyens aux hôpitaux de répondre correctement à la demande des patients. Pendant ce

temps, les banques affichent toujours davantage de profits éhontés (2,18 milliards pour la Société

Générale et 3,17 milliards pour la BNP pour les 6 premiers mois de 2005 !) au détriment des personnels de ces secteurs mais aussi des clients soumis à des tarifications toujours plus élevées.

Bref il est temps d'inverser les priorités et de faire passer l'Homme avant l'argent !



Clotilde MATHIEU Nantes



Le climat économique et social actuel, je l'ai toujours connu puisque je suis née en 1980. Et celui-ci a tendance à s'accroître d'années en années. La crise de l'emploi, avec plus 25% de chômage chez les

jeunes qui risque de s'empirer avec le contrat nouvel embauche qui incite le patronat à l'emploi précaire; la crise du logement avec une pénurie de logements sociaux et des loyers de plus en plus élevés; la suppression des services publics (les trains "Corail", la privatisation des autoroutes); les délocalisations d'usines comme celle de Chantelle en août 2005... Ce sont les terribles dégâts que provoque la société libérale qui m'ont incité à rejoindre le PCF. La campagne menée par le parti et les jeunes communistes sur le vote "non" au référendum m'a montré que je ne m'étais pas trompé d'adresse. Cette campagne que nous avons démarrée

presque un an avant le référendum nous a permis d'être plus efficace encore dans la lutte qui est la notre contre l'injustice sociale. C'est ce que

je souhaite continuer de faire en mettant en débat les 27 propositions du Parti communiste pour une véritable politique de transformation sociale. Le NON du 29 Mai était celui d'un refus du capitalisme sauvage, en France et en Europe, il a été perçu comme un immense espoir par tous ceux qui

"Il y a besoin d'une gauche déterminée à s'attaquer au libéralisme"

subissent tous les jours la société libérale. Il a été celui des jeunes qui ne se résignent pas à un avenir de précarité. Face à l'offensive sans précédent de la droite et du patronat, il y a

besoin de mobilisations populaires et d'une gauche combative et efficace, déterminée à s'attaquer au libéralisme, aux marchés financiers et au pouvoir de l'argent au lieu d'entreprendre des discussions stériles sur la couleur du cheval sur lequel miser pour 2007.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Les semaines et les mois qui viennent, vont être marqués par une intense activité politique dans laquelle le Parti Communiste Français va tenir toute sa place.

19 novembre :

La tenue d'une multitude de "Forums débat" dans l'ensemble du pays pour élaborer et construire "un programme pour changer vraiment la vie" se poursuivra par un grand rassemblement national à Paris le 19 novembre réunissant des milliers de participants.

23 au 26 mars 2006 :

Congrès du Parti Communiste Français avec notamment à l'ordre du jour la définition des orientations politiques du PCF et la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle.

Février et mars 2006 :

Assemblée générale des communistes dans les cellules, Conférences de section et Conférence départementale.

■ CONSTRUISONS NOUS-MÊMES, UN PROGRAMME POUR CHANGER VRAIMENT LA VIE.



Nous avons décidé de joindre à ce numéro spécial des "Nouvelles de Loire Atlantique" le document édité par le Conseil national en vue de travailler, dans les forums organisés par les Communistes, à la construction avec notre peuple d'un programme politique.

Il s'agit de premières propositions du Parti Communiste Français pour bâtir une alternative à gauche. Nous y formulons des propositions audacieuses que nous soumettons au débat public.

Nous avons dit que nous voulions refaire de la politique une propriété populaire. Nous avons dit que nous voulions une gauche qui change vraiment la vie.

Nous y voilà. Relever ces défis, nécessite un effort important et une volonté politique forte. Face à la pédagogie du renoncement, face aux attaques, face au débat qui traverse la gauche, il faut revenir au cœur de notre peuple pour lui rendre la main. Notre démarche est radicalement novatrice au sens où elle rompt avec les expériences passées, qui n'ont pas permis à la gauche de réussir.

Nous invitons toutes les forces de gauche à y venir débattre avec les citoyennes et les citoyens, à y venir construire avec eux même une politique qui n'est pas l'affaire seulement des initiés.

Pour rassembler notre peuple, il faut aussi répondre aux attentes, il faut faire avec lui. Il y a dans notre pays des aspirations, des idées, des envies. Il y a une force capable de changer les rapports de force et de s'opposer à l'offensive libérale et capitaliste.

Un projet bien conçu ne s'énonce pas par la voix de communicants après avoir été écrit dans une pièce confinée par quelques énarques. Un projet pour la gauche doit être le fait du peuple de gauche, il doit s'y reconnaître. C'est notre démarche aujourd'hui. Le supplément aux "Nouvelles" joint à ce numéro contenant les 27 objectifs pour un programme résolument à gauche soumis à la discussion, débattu dans les différents forums, doit permettre l'élaboration de ce programme.



■ 20^{ÈME} ÉDITION DE LA FÊTE DES RETRAITÉS CGT

L'Union syndicale des retraités CGT fêtera le 15 septembre prochain au Parc de la Begraisière à Saint-Herblain sa 20^{ème} fête. Ce sera l'occasion pour le syndicat d'affirmer son action pour la défense des retraités et de préparer la grande journée d'action du 1^{er} octobre prochain. Plusieurs débats et rencontres sont prévues et notamment en fin de matinée, un débat sur les services publics de proximité. Comme à chaque édition, la partie revendicative se conjuguera avec détente et spectacle avec en vedette, cette année, les Tri Yann.

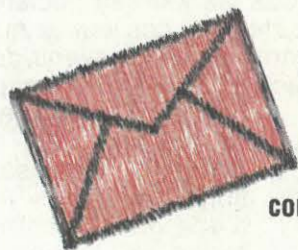
Un bon de soutien à 10€ donnant droit à l'entrée gratuite à la Fête est disponible auprès des militants CGT.

dernière édition sur la responsabilité des Chantiers de l'Atlantique dans la situation des travailleurs polonais mais au-delà de celle des entreprises sous traitante. Je trouve, nous dit Jean-Yves, regrettable que de nombreuses prises de position se soient arrêtées à relater les faits sans dénoncer les raisons de cette situation et la responsabilité majeure de l'entreprise "donneur d'ordre".

Une invitation à la Fête

Gérard de Nantes a apprécié le dernier dossier concernant la Fête de l'humain. "Je ne m'imaginai pas ce que représentait en investissement cette fête pour les Communistes du département. Si je ne peux y aller cette année et je le regrette, l'article m'encourage à prendre mes dispositions pour l'année prochaine". Rendez-vous pris.

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail: nla@wanadoo.fr

Ne pas se tromper de cible
Jean-Yves de Saint-

Nazaire se félicite que nous ayons insisté dans notre

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 35 40 55
e-mail: nouvelles-loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Paul MARTEL
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

■ 27 QUESTIONS DE LA VIE QUOTIDIENNE EN DÉBAT

- **Chômage** : dépasser cet archaïsme par une "sécurité emploi formation".
- **Pauvreté** : mettre fin au scandale.
- **Salaire, pouvoir d'achat populaire** : un relèvement massif.
- **Egalité des femmes et des hommes** : prendre enfin des mesures efficaces.
- **Jeunesse** : de nouveaux droits.
- **Enfance** : garantir les droits essentiels de chaque enfant.
- **Handicapés** : des droits pour vivre pleinement.
- **Services publics** : le choix de l'égalité et de la solidarité.
- **35 heures** : réussir la réduction du temps de travail.
- **Santé** : une priorité vitale.
- **Logement** : un droit garanti par un grand service public national.
- **Ecole, université, recherche** : investir en grand dans l'intelligence.
- **Culture** : non à la marchandisation.
- **Sport** : pour une politique nationale incitative.
- **Agriculture et ruralité** : des atouts à développer.
- **Laïcité** : un acquis essentiel à revivifier.
- **Vie associative** : des nouveaux droits.
- **Migrants** : reconnaître leurs droits.
- **Lutte contre les discriminations** : une cause nationale.
- **Sécurité** : sortir de la surenchère sécuritaire et garantir toutes les libertés.
- **Démocratie** : plus de pouvoirs aux citoyens-s.
- **Entreprises** : partager les pouvoirs pour garantir leur responsabilité sociale.
- **L'argent** au service des besoins sociaux de développement.
- **Politiques économiques** : se donner de véritables ambitions.
- **Environnement** : préserver l'avenir de la planète par des règles mondiales.
- **Europe** : un traité pour une grande ambition sociale démocratique et de paix.
- **Monde** : choisir la paix, la démocratie et le co-développement durable et solidaire.